

Unité Interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 27 septembre 2024

Affaire suivie par : Chrystelle GIBERT
Tél. : 04 77 43 53 53
Télécopie : 04 77 43 53 63
Courriel : chrystelle.gibert@developpement-
durable.gouv.fr

DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

Société IBC 42 SAS

à SAINT-ETIENNE

**Rapport de l'inspection des installations classées
(sans présentation CODERST)**

OBJET : Déclaration de changement d'exploitant de la société IRA SAS
Actualisation des prescriptions

REFER : UID4243-DSSP-024-0441/CG

Adresse de l'établissement :

9 Esplanade Bénévent
42000 SAINT-ETIENNE

Adresse du siège social :

6 chemin des Giraudières
42800 RIVE-DE-GIER

Activité : Fabrication et reconditionnement de GRV
Installation de tri, transit et traitement de déchets dangereux

Code AIOT : 0006110020

Copie :
- Exploitant
- Dossier
- Chrono

I. INTRODUCTION

I.1. Identité du pétitionnaire et description des activités

Par courrier du 29/05/2024, la société IBC42 SAS a procédé à la déclaration de changement d'exploitant du site précédemment exploité par la société IRA SAS à l'adresse ZI du Technopôle, 9 Esplanade Bénévent, sur la commune de Saint-Etienne.

L'activité consiste en la fabrication et le reconditionnement d'emballage plastique industriel (IBC Intermediate Bulk Container ou GRV Grands Récipients Vrac). Pour l'activité de reconditionnement l'installation est classée au titre du traitement de déchets dangereux.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 08/06/2020 modifié par l'arrêté préfectoral du 05/09/2022 portant reconnaissance du bénéfice des droits acquis pour la rubrique 1510.

Un porté à connaissance pour l'extension du site (construction du hall 7) a été instruit et un donné acte a été établi le 23/10/2023 précisant qu'un arrêté préfectoral complémentaire devrait être notifié.

Le 06/11/2023, la société IRA SAS a précisé à l'inspection que ce projet d'extension était reporté de 12 à 24 mois.

Le nouvel exploitant, IBC42 SAS, indique dans sa déclaration que ce projet est concerné par la procédure de changement d'exploitant.

I.2. Motivation du présent rapport

En application des dispositions de l'article R. 181-47 du Code de l'environnement, « I. - *Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R.516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.*

II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert.[...] »

Le présent rapport propose donc les suites à donner.

Il est également proposé d'actualiser l'arrêté du 08/06/2020 selon les modifications du porté à connaissance sus-mentionné.

II. ANALYSE DES ÉLÉMENTS DISPONIBLES

II.1. Changement d'exploitant

La société IBC42 SAS a déclaré le changement d'exploitant du site situé 9 Esplanade Bénévent à Saint-Etienne, précédemment exploité par la société IRA SAS.

En application de l'article R. 181-47 du Code de l'environnement, cette déclaration précise, s'agissant d'une personne morale :

- sa dénomination ou sa raison sociale : IBC42,
- sa forme juridique : société par actions simplifiée,
- l'adresse de son siège social : 6 chemin des Giraudières 42800 RIVE-DE-GIER,
- la qualité du signataire de la déclaration : Président (Monsieur Henri d'ARRAS).

En application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, un document établissant les capacités techniques et financières de la société IBC42 SAS est joint à la déclaration de changement d'exploitant.

La société IBC42 SAS est une filiale à 100 % de la société IRA SAS. Ces 2 sociétés sont présidées par la même personne.

Depuis la publication de la loi « Industrie verte », les garanties financières pour les installations relevant du 5° de l'article R. 516-1 ne sont plus exigées. La note de calcul déterminant le montant des garanties financières ainsi que le document attestant de la constitution des garanties financières ne sont pas requis.

II.2. Actualisation de l'arrêté préfectoral du 08/06/2020

Par courrier du 17/10/2023, il a été donné acte à la société IRA SAS des modifications des conditions d'exploitation envisagées sur son site de Saint-Etienne au 9 rue Bénévent.

Ces modifications consistent en :

- l'évolution de l'emprise de l'exploitation,
- la construction d'une nouvelle cellule de stockage (« hall 7 »),
- la mise en place d'une installation de sprinklage, destinée au nouveau hall 7,
- l'aménagement en extérieur d'alvéoles de stockage de déchets avant traitement,
- le stockage en IBC ou en big bag et en extérieur de matières premières recyclées.

Ce projet a fait l'objet d'une instruction (rapport de l'inspection des installations classées du 06/01/2023) et d'un d'examen au cas par cas (décision du 14/06/2023 de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale).

Les modifications ont été jugées non substantielles. Cependant, elles nécessitent d'actualiser l'arrêté préfectoral du 08/06/2020 réglementant les installations.

D'autres dispositions sont également actualisées :

- les paramètres suivis dans le cadre de l'autosurveillance des rejets atmosphériques : dans le rapport de l'inspection du 22/03/2020, il est indiqué « La demande de l'exploitant pour ne plus mesurer les COV CMR apparaît acceptable. En conséquence l'article 3.2.4 est modifié ». Cependant , l'article n'avait pas été modifié. L'exploitant a donc continué la surveillance de ces substances.
Ces analyses montrent que ces paramètres ne sont pas mesurés dans les rejets du site ; ils ne sont donc pas repris.
- la fréquence de surveillance des rejets atmosphériques :
 - pour les rejets des postes de soudures, la fréquence est portée à 3 ans, compte-tenu des résultats d'autosurveillance qui montrent que les rejets sont très en dessous des VLE ;
 - pour le rejet de la cabine de raclage, la fréquence est ramenée à 6 mois pour s'aligner sur les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.
- la consommation en eau est actualisée pour tenir compte de l'augmentation de personnel sur le site et de l'augmentation de la production avec la construction du hall 7 (1 835 m³ au lieu de 1 000 m³ évalués en 2014 lors de l'autorisation initiale). Les usages ne sont pas modifiés (appoint d'eau dans la station d'épuration et usage sanitaire).
- le deuxième point de rejet des eaux pluviales (au niveau de l'entrée Est) est rétabli, il avait été supprimé par erreur dans l'arrêté du 08/06/2020.

III. CONCLUSION DE L'INSPECTION

L'ensemble des informations requises relatives au changement d'exploitant a été transmis.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de la Loire d'acter par arrêté préfectoral complémentaire ce changement d'exploitant.

Cet arrêté actualise également les prescriptions applicables à l'installation suite aux modifications précédemment portées à connaissance et devant également faire l'objet d'un arrêté complémentaire.

En application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, un projet d'arrêté est joint en ce sens au présent rapport. Il est proposé de porter à la connaissance de la société IBC 42 ce projet d'arrêté et de lui laisser un délai de 15 jours pour faire part de ses éventuelles observations.

L'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis.

L'inspecteur de l'environnement	Vu, approuvé et transmis à monsieur le Préfet de la Loire, DDPP Pour le directeur et par délégation,
--	---